



MINISTÈRE
DES AFFAIRES
SOCIALES
DE LA SANTÉ ET
DE LA VILLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DIRECTION DE LA SECURITE SOCIALE

Sous-Direction de la famille, des accidents
du travail, du handicap et de la mutualité

Bureau AT N° 95.9.R GM/CE/VV

Personne chargée du dossier : Mme MOULANIER
Poste : 40 56 72 56

Le Ministre d'Etat,
Ministre des Affaires Sociales,
de la Santé et de la Ville

à

MM. les Préfets de région
Directions régionales des
affaires sanitaires et sociales
Direction régionale
de la sécurité sociale des
Antilles-Guyane
Direction départementale
de la sécurité sociale
de la Réunion
Monsieur le Directeur de la
caisse nationale de l'assurance
maladie des travailleurs
salariés

CIRCULAIRE DSS/AT/95 n° 41 du 4 MAI 1995 relative à
la prise en charge par les organismes sociaux des soins à la
victime d'un accident du travail ou d'une maladie profes-
sionnelle après consolidation.

RESUME : Les soins peuvent être prolongés au-delà de la
consolidation

.../...

MOTS-CLES : Prolongation des soins après consolidation

TEXTES DE REFERENCES : Code de la sécurité sociale :
articles L.141.1, L.431.1.1°, L.432.1 et suivants, L.433.1,
L.441.5, L.443.2, R.441.8 et R.141.1

TEXTE ANNULE : Circulaire n° 209 SS 1949 du 16 septembre
1949

DATE D'APPLICATION : Immédiate

Mon attention a été appelée sur les difficultés d'application de la circulaire n° 209 SS 1949 du 16 septembre 1949 relative au maintien des soins à la victime d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle, dans les cas où ceux-ci sont encore nécessaires après consolidation.

La présente circulaire a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles ces soins peuvent être pris en charge.

Tout d'abord, il convient de rappeler que, conformément à l'article L.433.1 du code de la sécurité sociale, les indemnités journalières sont versées pendant toute la période d'incapacité de travail qui précède soit la guérison apparente, soit la consolidation de la blessure, ainsi qu'en cas de rechute ou d'aggravation.

En revanche, les articles L.431.1.1°, L.432.1 et suivants, relatifs aux prestations en nature, indiquent que celles-ci sont accordées à la victime d'un accident du travail, qu'il y ait ou non interruption de travail et ne limitent pas dans le temps la pratique des soins nécessaires.

De plus, l'article R.441.8 précise que la feuille d'accident visée à l'article L.441.5, remise par la victime au praticien, est valable pour la durée du traitement consécutif à l'accident ou à la maladie professionnelle.

Ces dispositions du code de la sécurité sociale laissent apparaître la volonté du législateur de ne pas limiter la période de soins à la période précédant la consolidation.

En conséquence, la prise en charge des frais nécessités par les soins reçus par une victime dont l'état est consolidé doit être justifiée par :

- l'imputabilité de ces soins aux séquelles de l'accident du travail ou de la maladie professionnelle concerné.

- la nécessité médicale d'éviter une rechute ou l'aggravation desdites séquelles.

Les soins nécessaires sont définis et prescrits par le médecin traitant, en accord avec le médecin conseil ou, en cas de désaccord, par l'expert désigné conformément aux articles L 141.1 et R 141.1 du code de la sécurité sociale.

Une prise en charge continue de ces soins peut alors être accordée au titre accidents du travail-maladies professionnelles, pour une période dont la durée est fonction de l'état médical.

Dans ce cas, le montant des dépenses à la charge des caisses primaires sera communiqué aux caisses régionales dans les conditions habituelles.

Je précise qu'il convient de distinguer cette prise en charge de traitement d'une certaine durée, de la situation de rechute et d'aggravation, qui constitue un nouveau fait médical et qui relève de l'article L.443.2 du code de la sécurité sociale.

Cette circulaire annule et remplace la circulaire n°209.SS.1949 du 16 septembre 1949. J'attacherais du prix à connaître, le cas échéant, les difficultés que poserait son application.

POUR LE MINISTRE D'ÉTAT
ET PAR DÉLÉGATION

Le D^{oyen} de la Sécurité Sociale

Rolande RUELLAN